

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

30 AVRIL 2007

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, en vue d'instaurer un taux de TVA de 6 % pour la construction de maisons passives

(Déposée par M. Frank Creyelman et Mme Anke Van dermeersch)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi a pour objet de ramener le taux de TVA pour la construction de maisons passives à 6 %.

Il est indispensable, pour lutter contre le réchauffement climatique, de réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. La réduction de ces émissions nécessite des efforts considérables, principalement de la part des pays industrialisés. Il faut en effet que les réductions des émissions de gaz à effet de serre atteignent 80 % d'ici 100 ans. Une réduction d'une telle importance exige que l'on réfléchisse à de nouvelles formes d'approvisionnement en énergie. Dans le même temps, il importe d'améliorer très fortement l'efficacité énergétique des bâtiments.

La construction de maisons passives pourrait être un élément de réponse à la question du réchauffement de la planète et permettrait en outre d'atténuer la dépendance de notre pays à l'égard des fournisseurs d'énergie étrangers. Les maisons passives sont des habitations extrêmement bien isolées qui, dans des conditions atmosphériques normales, conservent une chaleur suffisante provenant de la lumière du soleil, de la récupération de la chaleur libérée par la ventilation mécanique, de la chaleur corporelle émise par les habitants et des déperditions de chaleur des appareils

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

30 APRIL 2007

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belastingen over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en diensten bij die tarieven, teneinde een BTW-tarief van 6 % in te voeren voor het bouwen van passiefhuizen

(Ingediend door de heer Frank Creyelman en mevrouw Anke Van dermeersch)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel heeft tot doel het BTW-tarief voor het bouwen van passiefhuizen te verlagen tot 6 %.

Wereldwijd moeten de emissies van broeikasgassen worden teruggedrongen teneinde de opwarming van het klimaat tegen te gaan. De reductie van de broeikasgassen vraagt vooral van de geïndustrialiseerde wereld aanzienlijke inspanningen. Zij moeten immers voorzien in een reductie tot 80 % en dit binnen de 100 jaar. Een dergelijke omvangrijke vermindering vraagt dat er moet worden nagedacht over nieuwe vormen van energievoorziening. Tevens dient men de energie-efficiëntie van gebouwen drastisch te verbeteren.

Het bouwen van passiefhuizen kan een deel van de oplossing aanreiken voor de opwarming van de aarde en kan ons land bovendien minder afhankelijk maken van buitenlandse energieleveranciers. Passiefhuizen zijn zeer goed geïsoleerde woningen die bij normale weersomstandigheden voldoende warm blijven dankzij het zonlicht, de recuperatie van de warmte bij de mechanische luchtverversing, de lichaamswarmte van de bewoners en het warmteverlies van elektrische apparaten. In zo'n passiefhuis vindt men dus geen radiatoren of andere verwarmingstoestellen. De me-

électriques. Une telle maison est donc dépourvue de radiateurs ou d'autres appareils de chauffage. Le ventilateur mécanique qui doit garantir un air sain à l'intérieur de l'habitation étanche extrait la chaleur de l'air expulsé et la réinjecte dans l'air frais introduit dans l'habitation. La création d'un climat intérieur sain est d'ailleurs la première ambition des constructeurs de maisons passives. Le concept n'est pas neuf, loin s'en faut, puisque l'on compte actuellement plus de 10 000 maisons passives dans l'Union européenne, principalement en Allemagne et en Autriche.

La consommation énergétique nécessaire pour le chauffage d'une maison passive est inférieure de 75 % à celle d'une construction traditionnelle et de 90 % à celle d'une habitation ancienne. Les maisons passives obtiennent également de meilleurs résultats que les habitations dites « à basse énergie », lesquelles répondent d'ailleurs à des critères moins stricts que les maisons passives. Une consommation d'énergie moindre signifie des émissions de CO₂ moins élevées et une facture de chauffage moins lourde; on estime que pour une maison passive moyenne, l'économie est d'environ 120 euros par an. Du côté des défenseurs de l'environnement, des voix s'élèvent dès lors, à juste titre, pour promouvoir la construction de maisons passives.

Une proposition de loi du sénateur Bart Martens et consorts (doc. 3-2081/1) vise à encourager la construction de maisons passives en prévoyant un bonus fiscal pour la construction, la réhabilitation et la rénovation. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction, même si la construction d'une maison passive est, en moyenne, 15 % plus chère que celle d'une habitation traditionnelle.

Un rapide calcul nous montre que, dans l'hypothèse d'une habitation moyenne dont la construction coûterait 300 000 €, le surcoût à payer pour en faire une maison passive s'élèverait à pas moins de 45 000 €. Il va sans dire que très peu de maîtres d'ouvrage seront enclins à payer un tel surcoût, même s'ils récupèrent ces frais supplémentaires à long terme, du fait de la réduction de leur facture énergétique. En effet, le maître de l'ouvrage doit consentir des investissements supplémentaires à un moment où il est déjà confronté à des frais très importants. D'où la présente proposition de loi visant à ramener le taux de TVA sur la construction d'une maison passive à 6 % au lieu des 21 % applicables actuellement en matière de construction, soit le même taux que celui applicable à la rénovation d'habitations. Le coût supplémentaire dû au fait que la maison construite est une maison passive serait ainsi récupéré intégralement grâce à la réduction du taux de TVA.

*
* *

chanische ventilator die in de woning zonder kieren moet zorgen voor gezonde lucht, neemt de warmte uit de afgevoerde lucht op en geeft die af aan de binnengebrachte verse lucht. De creatie van een gezond binnenklimaat is trouwens de eerste ambitie van de passiefhuisbouwers. Het concept is verre van nieuw. Binnen de Europese Unie bestaan er al meer dan 10 000 passiefhuizen, vooral in Duitsland en Oostenrijk.

Het energieverbruik voor de verwarming van een passiefhuis is 75 % lager dan een traditionele nieuwbouw en 90 % lager dan een oudere woning. Passiefhuizen scoren ook beter dan andere « lage-energie-woningen ». Die laatste zijn overigens minder strikt gedefinieerd dan passiefhuizen. Een lager energieverbruik betekent een lagere CO₂-uitstoot en een lagere verwarmingskost; voor een doorsnee passiefhuis naar schatting zo'n 120 euro per jaar. Vanuit groene hoek gaan dan ook terecht stemmen op om de bouw van passiefhuizen aan te moedigen.

Een wetsvoorstel van de hand van senator Bart Martens c.s. (stuk 3-2081/1) wil het bouwen van passiefhuizen aanmoedigen door in een fiscale bonus voor (ver)nieuwbouw en renovatie te voorzien. Een stap in de goede richting, ware het niet dat de bouw van een passiefwoning gemiddeld 15 % meer kost dan de bouw van een traditionele woning.

Een kleine rekensom leert ons dat voor de bouw van een gemiddelde woning van 300 000 € de meerkost voor een passiefhuis maar eventjes 45 000 € bedraagt. Het spreekt voor zich dat zeer weinig bouwheren geneigd zullen zijn om die meerkost te betalen, ook al krijgen zij via een verminderde energiefactuur op langere termijn die extra kosten terugbetaald. De bouwheer moet immers extra investeren op een ogenblik dat hij reeds zeer veel kosten heeft. Vandaar dit wetsvoorstel waarbij het BTW-tarief voor het bouwen van een passiefhuis op 6 % wordt gebracht in plaats van 21 %. Dit is hetzelfde BTW-tarief als voor de renovatie van woningen. De extra kost voor de bouw van een passiefhuis wordt in zo een geval volledig gecompenseerd door het lagere BTW-tarief.

Frank CREYELMAN.
Anke VAN DERMEERSCH.

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Il est inséré, à l'annexe, tableau A, de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et services selon ces taux, une rubrique *XXXIbis* nouvelle, libellée comme suit :

«*XXXIbis*. Travaux relatifs à la construction de maisons passives.

Les travaux relatifs à la construction de bâtiments qui, une fois achevés, ont une consommation d'énergie de chauffage inférieure à 15 Kwh/m² par an et dont la déperdition d'air (selon la norme NBN EN 13829), avec une différence de pression de 50 pascals entre l'intérieur et l'extérieur du bâtiment, n'est pas supérieure à 60 % du volume de l'habitation par heure (indice de renouvellement d'air n50 non supérieur à 0,6/heure), sont soumis au taux réduit pour autant qu'ils réunissent les conditions suivantes :

1° les travaux doivent être indispensables à la réalisation d'un bâtiment qui répond au concept de la maison passive;

2° les opérations doivent être fournies et facturées à un consommateur final par une personne qui, au moment de la conclusion du contrat d'entreprise, est enregistrée comme entrepreneur indépendant conformément aux articles 400 et 401 du Code des impôts sur les revenus 1992;

3° la facture délivrée par le prestataire de service, et le double qu'il conserve, doivent, sur la base d'une attestation formelle et précise du client, constater l'existence des divers éléments justificatifs de l'application du taux réduit; sauf collusion entre les parties ou méconnaissance évidente de la présente disposition, l'attestation du client décharge la responsabilité du prestataire de service pour la détermination du taux.

Le contribuable produit, au plus tard six mois après la fin des travaux, un certificat émanant d'un organisme ou d'une institution agréé par le Roi, attestant que le bâtiment répond aux normes d'une maison passive, telles que fixées dans la présente rubrique. Si

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In de bijlage, tabel A, van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en diensten bij die tarieven, wordt een nieuwe rubriek *XXXIbis* ingevoegd, luidend als volgt :

«*XXXIbis*. Werken met betrekking tot de bouw van passiefhuizen.

Werken die betrekking hebben op de bouw van bouwwerken die na hun voltooiing een energieverbruik voor verwarming hebben dat kleiner is dan 15 Kwh/m² per jaar en waarvan het luchtverlies (volgens de norm NBN EN 13829) met een drukverschil tussen binnen- en buitenomgeving van 50 pascal niet groter is dan 60 % van het volume van de woning per uur (n50 niet groter dan 0,6/uur), worden onderworpen aan het verlaagd tarief, voorzover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de werken moeten onontbeerlijk zijn voor de realisatie van een bouwwerk dat aan het concept van het passiefhuis voldoet;

2° de handelingen moeten worden verstrekt en gefactureerd aan een eindverbruiker door een persoon die, op het tijdstip van het sluiten van het aanneemingscontract, geregistreerd is als zelfstandig aannemer overeenkomstig artikelen 400 en 401 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

3° de door de dienstverrichter uitgereikte factuur en het dubbel dat hij bewaart, moeten, op basis van een duidelijk en nauwkeurig attest van de afnemer, melding maken van het voorhanden zijn van de elementen die de toepassing van het verlaagd tarief rechtvaardigen; behalve ingeval van samenspanning tussen de partijen of klaarblijkelijk niet naleven van onderhavige bepaling, ontlast het attest van de afnemer de dienstverrichter van de aansprakelijkheid betreffende de vaststelling van het tarief.

De belastingplichtige legt uiterlijk zes maanden na beëindiging van de werkzaamheden een certificaat voor van een door de Koning erkend organisme of instelling, waaruit blijkt dat het bouwwerk voldoet aan de normen van een passiefhuis, zoals vastgelegd in

cette preuve n'a pas été fournie avant l'expiration du délai susmentionné, la différence entre le taux normal et le taux réduit est récupérée pour les factures déjà payées au taux réduit.

Le Roi fixe les modalités relatives aux travaux qui entrent en considération pour l'application d'un taux réduit, au contenu et à la forme des attestations et du certificat à délivrer, ainsi qu'à l'agrément des organismes et institutions habilités à délivrer des certificats. »

Art. 3

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

19 mars 2007.

deze rubriek. Indien dit bewijs na het aflopen van de voormelde termijn niet werd geleverd, wordt het verschil tussen het normaal tarief en het verlaagd tarief voor facturen die reeds aan verlaagd tarief werden betaald, vooralsnog ingevorderd.

De Koning bepaalt de nadere regelen met betrekking tot de werken die in aanmerking komen voor een verlaagd tarief, de inhoud en de vorm van de attesten en het af te leveren certificaat, alsook de erkenning van organisaties en instellingen die certificaten kunnen afleveren. ».

Art. 3

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

19 maart 2007.

Frank CREYELMAN.
Anke VAN DERMEERSCH.